



*Pour un grand 1er Mai !
Ni fascisme ni libéralisme,
pour nos revendications et pour l'information !*

Le candidat des patrons est en ballotage défavorable. Pour ouvrir la voie de l'avenir, il faut qu'il soit battu le 6 mai. Pour cela, le 1er mai est une étape importante : pas question de laisser la rue au Front national, d'oublier nos revendications ni de rester spectateurs dans la nouvelle situation.

La crise, c'est les financiers et les banquiers, c'est pas les immigrés

Le Pen et Sarkozy martèlent que la crise, c'est la faute aux immigrés. Certains le 22 avril ont choisi l'original à la copie, dans le racisme ordinaire. Mais derrière ce lien très fort entre UMP et Front National se dessine une recomposition entre une droite dure et une extrême droite qui attendent l'heure de la conquête pour mettre à bas la résistance à la crise qui va s'amplifier.

Claude Guéant, Henri Guéno et les « conseillers » d'extrême droite impriment à la campagne de Sarkozy des tonalités clairement racistes. Cette fois, contrairement à 2007, les suffrages anti-immigrés se sont en partie détournés de Sarkozy pour retourner au vomit de Le Pen. Ils ont préféré l'original à la copie...

C'est pourquoi le 1er mai, sur nos banderoles et dans nos tracts, nous nous opposerons frontalement à la thèse classique du temps de crise : pour protéger les industriels et les banquiers, les organisations de combat (droite et extrême droite) ciblent les étrangers. Un de nos mots d'ordre : « La crise, c'est les financiers et les banquiers, c'est pas les immigrés »

Ce n'est pas aux salariés de payer leur crise

Nous ne voulons, pour nos revendications, ni fascisme ni libéralisme.

3 causes à leur crise et leur dette, le pouvoir absolu des marchés financiers, les exonérations permanentes aux patrons qui détruisent les emplois, l'évasion fiscale organisée.

Le choix qui est devant nous, dans les urnes du 6 mai et dans nos luttes ? Ce n'est pas à nous de payer leur crise, que leurs profits payent nos salaires, nos emplois, notre protection sociale. Pas d'austérité d'aucune sorte ! Cela nous le dirons aussi le 1er mai et dans les jours qui suivent. Rentrons dans la nouvelle situation armés de nos revendications.

Une loi pour une information libre donc à l'abri des forces de l'argent

L'information selon Sarkozy a été battue le 22 avril, transformons l'essai par une loi fondamentale qui protège l'information du libéralisme, donc des forces de l'argent.

Les élus d'alternance seront sollicités dans les jours qui viennent pour qu'avec tous ceux qui le souhaitent une loi soit rédigée par un débat citoyen motivé par l'absolue nécessité de desserrer l'étau qui la subordonne aux grands industriels et aux banquiers.

Pour que le mouvement social reprenne l'initiative, nous devons tout de suite marquer la nouvelle situation des revendications des salariés que nous représentons. Et ça commence le 1er mai !